

JE ME SOUVIENS DU GENERAL PINOCHET

par François Nicoullaud

A l'été 1973, j'avais alors trentetrois ans, j'ai été nommé second secrétaire à l'ambassade de France au Chili.

Je me souviens que ma femme et moi avions nos billets pour arriver à Santiago le 12 septembre, mais nous avons appris la veille à Paris, en écoutant la radio, qu'un coup d'État venait de renverser Salvador Allende.

L'aéroport de Santiago était fermé, et tous les vols suspendus.

Nous sommes finalement arrivés une semaine plus tard par le premier vol autorisé à rallier la capitale chilienne.

Le débarquement, entre une haie de soldats armés au pied de la passerelle, était impressionnant.

Pénétrant dans le centre-ville, nous avons longé la Moneda, le palais présidentiel aux ruines calcinées, entouré de chars.

L'ambassade nous a installés dans un grand hôtel du centre-ville.

Arrivés là dans l'après-midi, nous n'en pouvions sortir car le couvre-feu tombait à cinq heures.

De la fenêtre de notre hôtel, au huitième ou neuvième étage, nous regardions les gens se précipiter comme des fourmis affolées vers les ultimes autobus, déjà surchargés.

Les derniers passagers s'accrochaient à l'extérieur, autour du marchepied d'entrée, au point de faire lourdement pencher les véhicules sur leur gauche, leur donnant une démarche de crabe.

Je me souviens que le pays était plongé dans la disette.

Nous nous sommes installés quelques jours plus tard, rejoints par nos enfants, dans la villa laissée vacante par mon prédécesseur.

La nuit tombante, le premier supermarché dans lequel nous sommes entrés était brillamment éclairé, et les rayons, de loin, abondamment garnis.

Nous nous en sommes approchés pleins d'appétit.

Mais le magasin était exclusivement rempli de boîtes de tomates en conserve.

Pendant deux semaines nous n'avons mangé que des pommes de terre.

Les diplomates en poste étaient mieux organisés.

Le vice-consul, après nous avoir invité à déjeuner, nous avait conduit à sa cave, et fait admirer le contenu de plusieurs congélateurs, remplis de rôtis, de volailles, de gigots.

Mais il ne lui était pas venu à l'idée de nous en offrir.

Au-delà de ces petites préoccupations, je me souviens évidemment de la répression féroce qui s'étendait en cercles de plus en plus larges au fur à mesure des confessions et de la saisie des carnets d'adresses des uns et des autres.

Les persécutés se réfugiaient par vagues dans les ambassades.

Avec l'assentiment de Paris, l'ambassade de France, d'emblée, s'était ouverte.

Même le personnel local, pour l'essentiel favorable à la Junte, jouait loyalement le jeu, l'ascendant moral de l'ambassadeur, Pierre de Menthon, éteignant les hésitations sur la ligne à suivre.

L'ambassadeur avait abandonné les jardins et tous les salons de sa résidence pour y installer les arrivants.

Mon bureau étant occupé par une quarantaine de lits de camp, je partageais celui du premier conseiller.

Il fallait nourrir tout ce monde, et nos épouses, organisées en collectif, s'y employaient.

Plus de sept cents réfugiés ont ainsi séjourné en plusieurs vagues dans nos locaux avant d'être acheminés sur la France, pour la plupart au bout de deux à trois semaines.

Le ministère chilien des affaires étrangères, qui délivrait les laissez-passer nécessaires, était plutôt coopératif.

Je me souviens que nous avions aisément accès aux Franco-chiliens internés, dès lors qu'ils étaient transférés de centres de détention et d'interrogatoire clandestins vers des prisons officielles, où la bureaucratie, plutôt protectrice par sa routine même, reprenait ses droits.

La prison centrale de Santiago, à laquelle je me rendais de temps en temps, offrait aux détenus un régime, somme toute, bon enfant.

Son entrée percée dans un mur de crépi crénelé, flanquée de deux palmiers et de deux canonniers hors d'usage, avait un air de Fort Alamo.

Aux heures de parloir, tout le monde, prisonniers, familles chargées de paniers à provisions, visiteurs comme moi-même, se retrouvait sans aucune séparation dans une grande salle à peine surveillée.

Je me souviens du premier détenu dont j'ai eu à m'occuper.

Il s'appelait Victor Romeo, était le fils d'un diplomate français qui s'était marié au Chili avant la seconde Guerre mondiale, était entré dans la Résistance, et avait été fusillé par les Allemands.

Sa veuve était rentrée au pays avec le jeune Victor à la mamelle.

Ce dernier avait grandi au Chili, n'avait en réalité plus aucun lien avec la France, et avait adhéré au Mouvement de la gauche révolutionnaire, partisan de la lutte armée.

Le soir du coup d'État, il avait rejoint sa cellule de militants, le petit groupe s'était armé et séparé en deux pour parcourir le quartier à la recherche de militaires putschistes.

Mais ces deux détachements s'étaient malencontreusement croisés dans la nuit et avaient tiré l'un sur l'autre.

Affolés en constatant leur méprise, ils avaient finalement appelé la police.

C'est ainsi que Victor Romeo, sérieusement blessé à la jambe, s'était retrouvé prisonnier à l'hôpital.

J'allais le voir en prison, et faisais à son contact de grands progrès en espagnol.

Roméo a été finalement condamné à une peine aussitôt commuée en expulsion.

Nous l'avons évacué vers la France, je lui ai dit au-revoir à l'aéroport et je n'ai plus jamais revu.

Je me souviens avoir été alerté par une famille angoissée dont le père était détenu à Arica tout au nord du pays.

J'ai téléphoné au directeur de la prison pour lui dire qu'il détenait un Français auquel l'ambassade de France s'intéressait.

C'était en fait un Chilien d'ascendance française qui d'ailleurs, comme Roméo et la plupart des Franco-chiliens, ne parlait pas un mot de français.

Mon espagnol était encore rudimentaire et la ligne grésillait.

La conversation avait donc été courte, mais le directeur, à deux mille kilomètres de là, semblait plutôt impressionné de parler à un diplomate étranger.

Après, je ne m'en suis plus occupé.

Le détenu en question a été libéré huit ou dix mois plus tard.

Il est venu me voir et m'a dit que tous les prisonniers de sa rangée de cellules, sauf lui, avaient été fusillés.

On venait chercher ses compagnons avec une phrase rituelle : "Ven, vamos a sacarte la fotografía" (« viens, on va te prendre en photo »).

Lui, on l'appelait "el Francès".

Je me souviens aussi des salles d'audience des tribunaux militaires.

Quelque part dans le nord de Santiago, à la caserne des Forces aériennes, j'ai ainsi assisté au procès d'un général qui était lié à l'Unité populaire.

A la fin de l'audience, il a été condamné à mort.

L'atmosphère était celle d'une audience de routine.

Peut-être n'a-t-il pas été exécuté.

À un autre procès devant un tribunal militaire, l'accusé, un ami d'Allende, Franco-chilien fort distingué dont je suivais l'affaire, était arrivé les chaînes au pied.

Ces chaînes traînant sur le sol faisaient un bruit vraiment horrible.

Je me souviens d'un jeune Vietnamien, nommé Tràn, qui me rendait de temps en temps visite à l'ambassade, content d'en repartir avec deux ou trois paquets de Gauloises.

Il était venu au Chili pour participer à l'Unité populaire et y avait épousé une jeune Chilienne.

J'ai appris ensuite qu'il avait été arrêté.

On a retrouvé son corps torturé.

J'ai encore quelque part une photographie de son visage tuméfié.

Nous étions une douzaine de personnes pour l'enterrer au grand cimetière central de Santiago.

Il y avait dans ce coin beaucoup de tombes fraîchement creusées, sans croix ni dalle.

Je me souviens que le Chili, pays profondément catholique, mais aussi pays de la douceur de vivre, produisait peu de vocations sacerdotales.

Il accueillait donc des prêtres européens, notamment français.

Mais ceux-ci étaient souvent pris par l'ambiance.

Ainsi ce curé français, officiant en province, dans la région de Copiapo.

Ses parents, très pieux, avaient successivement appris que leur fils avait été exécuté au moment du Coup d'État comme philo-marxiste, qu'il avait auparavant épousé une Chilienne, et qu'il avait eu d'elle un fils.

C'était beaucoup à la fois.

Mais ils étaient au fond plutôt contents d'avoir un petit-fils inespéré, et avaient fait venir la femme et son enfant en France.

Dans un genre moins tragique, je me souviens d'un prêtre français et d'une bonne sœur, happés dans le tourbillon de l'Unité populaire et pris de passion l'un pour l'autre.

Ils avaient pu se réfugier à l'ambassade.

La jeune femme était enceinte et avait accouché aux environs de Noël.

Ils avaient été expulsés quelques jours plus tard vers la France.

Je les vois partant ensemble avec leur bébé emmitouflé, cela faisait très "fuite en Égypte".

Je me souviens d'avoir découvert le visage du général Pinochet à la télévision de notre chambre d'hôtel, le lendemain de notre arrivée.

Il donnait sa première interview après le coup d'État.

À la jeune journaliste qui l'interrogeait en minaudant : «Général, auriez-vous un petit défaut à nous avouer ?», il avait répondu, après un temps de silence : « Franchement, je ne m'en trouve pas ».

Je me souviens que le journal la Segunda, quotidien populaire du soir, très en faveur du Coup d'État, publiait chaque jour des poèmes envoyés par des lecteurs à la gloire du Pronunciamiento militar.

L'un d'eux, particulièrement échevelé, était dédié à mi General comme disaient alors les plus fervents partisans du chef de la Junte.

Mais lorsqu'on lisait les premières lettres de chaque vers, elles formaient la phrase : "milicos cobardes y traidores" (« militaires, lâches et traîtres »).

Toute la ville en avait ri et le directeur du journal avait eu des ennuis.

Je me souviens avoir serré la main de Pinochet lors d'une cérémonie militaire.

Placé en haut de la tribune officielle, je vois encore de dos sa femme, plutôt replète, lissant chaque fois soigneusement l'arrière de sa jupe avant de s'asseoir, comme une bonne ménagère économe de ses effets personnels.

Je me souviens qu'en dépit de notre aide aux persécutés politiques, les gens du nouveau régime, assoiffés sans doute de reconnaissance, nous traitaient comme si de rien n'était.

Nous faisons donc en sus du traitement des réfugiés le travail de toute ambassade classique : démarches, entretiens, etc.

Je me vois ainsi dans le bureau d'un des assistants de la Junte, parlant de coopération culturelle.

Celui-ci insistait beaucoup pour que nous fassions venir à Santiago « le Lac des cygnes ».

Je n'osais lui dire que dans l'atmosphère de terreur qui régnait alors, entrechats et pirouettes me paraissaient plutôt incongrus.

Je voyais devant moi l'image de cygnes pataugeant dans des flaques de sang.